

# Jean-Claude Marcourt

## «Mettons, pourquoi pas, une partie de Nethys en Bourse»

### INTERVIEW

MARTIN BUXANT

ET FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

**I**ly a deux grands mystères dans la vie, la Trinité et la fédération liégeoise du Parti socialiste», sourit Jean-Claude Marcourt, en paraphrasant l'ancien président Guy Spitaels, Ministre wallon de l'économie mais Liégeois avant tout, Jean-Claude Marcourt revient sur l'actualité des derniers jours.

#### Quel est votre état d'esprit aujourd'hui?

Mon état d'esprit est empreint d'une immense tristesse... Des comportements inacceptables ont été posés. Cela conduit à ce que l'opprobre soit jeté sur beaucoup de monde, que ce soit sur des mandataires publics ou sur les 3.000 personnes qui travaillent pour le groupe Publifin/Nethys. C'est aussi de se dire qu'il faut encore prendre des règles pour recadrer, j'espère une fois pour toutes, même si la nature humaine est ce qu'elle est. Il faut maintenant prendre le temps de faire des textes juridiques qui soient clairs et compréhensibles.

#### Pourquoi? Rien n'était clair? C'est pour cela que certains ont contourné les règles?

C'est un des défauts liés aux gouvernements de coalition. Il faut souvent traduire trop vite des compromis politiques en textes de loi. Cela empêche parfois une certaine clarté. Mais je ne vise pas uniquement la gouvernance.

#### La démission de Paul Furlan, était-elle inévitable?

Paul Furlan, c'est quelqu'un de bien. Et quand je l'ai eu hier (jeudi), il m'a dit qu'il n'était plus en état de poursuivre sa mission car sa force politique était affaiblie. Je me mets à sa place. Lorsqu'on est ministre, on doit toujours se demander si on est en état psychologique de continuer sa mission. Il y a des circonstances où on se dit qu'on n'y arrivera plus.

#### Venons-en à l'affaire Publifin... Que faut-il faire de Nethys?

Il faut transformer cette entreprise en une entreprise à statut sui generis. Le cadre juridique sous la forme d'une intercommunale pour une structure telle que Publifin/Nethys n'est plus le cadre adéquat. Il faut garantir son statut public mais lorsqu'on se trouve avec une entreprise qui est passée de 500 millions de valeur à 3 milliards aujourd'hui, active dans le secteur économique concurrentiel, son statut d'intercommunale classique n'est pas adapté. Il faut un statut qui permette à cette entreprise de se développer. J'ai entendu jeudi le président du cdH dire que c'est trop liégeois. Je suis prêt à suivre Benoît Lutgen. Allons-y! Pourquoi ne pas en faire une vraie entreprise wallonne.

#### Que faudrait-il y glisser pour en faire véritablement une entreprise wallonne?

Il faudrait que d'autres acteurs publics s'intègrent. Et mettons, pourquoi pas, une partie en Bourse si on veut des règles de transparence. Mais au-delà de cette évolution capitalistique, le plus essentiel est d'avoir un cadre juridique qui lui soit adapté.

#### On se dirigerait alors pour Nethys vers un modèle à la Proximus avec une majorité du capital entre les mains du public?

Il y a deux hypothèses. Soit on se dit que c'est un modèle économique qui doit être adapté dans sa structure juridique pour répondre à toutes les contraintes de transparence, soit on dit stop. Et «stop», c'est démanteler, et je peux vous dire que j'ai des appels de tout le monde pour racheter une partie...

#### Alors, faut-il démanteler Nethys selon vous?

Il y a sûrement des choses qui ont été mal faites. Mettons-nous autour d'une table! Je suis favorable à l'initiative industrielle publique et je crois qu'elle a son sens. L'État ne doit pas être seulement celui qui fixe les normes et ensuite laisser tout au privé. Je ne crois pas à cela. Après, on peut évidemment se demander si tout est pertinent. Je pense que la distribution d'énergie et Voo se justifient.

#### Mais à l'inverse de Proximus qui fait uniquement des télécoms, Nethys va un peu dans tous les sens...

Proximus fait des télécoms mais aussi du contenu télévisuel. On est sorti d'un opérateur strict de tuyaux, de transport de data et de voix, à quelque chose de plus complet. Ils sont arrivés dans l'industrie avec le rachat de Telindus, ils développent la télévision... C'est la téléphonie qui a subsidié le développement de la télévision. Il faut profiter de la transformation juridique de Nethys pour se poser la question du modèle. Mais toujours en protégeant l'emploi et au profit de la Wallonie. La réflexion ne doit pas être de se dire qu'on transfère le call center en Afrique du Nord. Si on décide de vendre à Telenet par exemple, pourquoi feraient-ils différemment dans le sud du pays que dans le nord avec leur call center?

#### Mais l'argent public doit-il servir à acheter un organe de presse dans le sud de la France?

Je rappelle qu'il n'y a plus aucune demande de cotisation aux communes depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ce qui montre que le système a été autoporteur pour son développement. C'est un premier élément. Prenez votre groupe de presse. Un de vos actionnaires - Rossel - se développe en France. L'autre, De Persgroep, se développe aux Pays-Bas. Ce qui est vrai pour survivre dans un milieu concurrentiel et toléré pour des investisseurs privés n'est-il pas justifiable pour Nethys?

#### Oui, mais les bénéficiaires de la branche énergie de Nethys ne feraient-ils pas mieux

#### d'être ristournés aux Liégeois et aux Wallons en diminuant leur facture d'électricité et de gaz plutôt que d'acheter des journaux en France?

Resa (le gestionnaire de distribution d'énergie appartenant à Nethys, NDLR) est le deuxième distributeur le meilleur marché en Belgique. Si je suis votre raisonnement, ne doit-on pas dire à Proximus de réduire ses tarifs plutôt que de continuer à développer la télévision ou de donner des dividendes à l'État? Tout ce que Nethys a fait aujourd'hui est considéré comme négatif. Il ne sert même à rien de le défendre parce que c'est inaudible.

#### Stéphane Moreau a-t-il par exemple encore sa place à la tête de Nethys?

Il est fort critiqué. C'est un procès à charge. Aujourd'hui, son problème de santé est extrêmement sérieux. Je ne vais pas commencer à individualiser ce dossier. Je veux faire remarquer qu'au moment où le Parlement wallon a dit qu'il fallait réduire les traitements injustifiés, à Publifin, ils ont supprimé les comités de secteur! Dans tout le travail qui va être mené par le gouvernement pour supprimer les structures inutiles, et bien chez Publifin il n'y a plus besoin de le faire.

#### Mais n'avez-vous pas été choqué par la hauteur de certains salaires?

J'ai un rapport très simple avec l'argent. Je suis ministre. Quand on est ministre, on est ministre. Depuis 1992, je fais les frais forfaitaires. Je suis extrêmement peiné quand on peut se dire qu'il y a des salaires excessifs. Je suis contre tous ces salaires excessifs. On est dans l'argent fou. On doit être attentif à ce que la population se reconnaisse dans ses élus. On va donc demander à Stéphane Moreau de choisir.

#### Ecolo plaide aujourd'hui pour un décumul intégral.

C'est intéressant: aujourd'hui, tout le monde est un parangon de vertu. Moi, je n'ai pas besoin de règle sur le décumul.

#### Oui, vous...

Aujourd'hui, c'est Jean-Claude Marcourt qui s'exprime. Je m'occupe d'économie, je suis sans arrêt dans des rapports à l'argent, il faut donner l'exemple. Et je ne suis pas un modèle de vertu. Mon but n'est pas de noircir les autres. Mais chacun doit agir en étant certain de pouvoir se regarder dans un miroir chaque matin. Aujourd'hui, je peux rencontrer tous les citoyens, les regarder dans les yeux et leur dire: ce que je vous dis, je le fais. Quand Ecolo dit: nous sommes vertueux, loin de moi l'idée de dire qu'ils ne le sont pas, je note qu'ils ont dû préciser les règles sur le cumul des mandats en séquence, car ils sont aussi en train d'ajuster leurs cumuls entre assemblées différentes. Je connais des Ecolo qui siègent dans des Parlements depuis plus de 20 ans et je ne connais pas de mandat qui dure 10 ans. Cela prouve que les règles doivent être souvent précisées. J'ai entendu le PTB qui disait qu'il n'avait rien fait

au Parlement depuis 2 ans et demi car il était «en apprentissage» (le député Frédéric Gillot, NDLR), et il explique qu'il est prépensionné. Non: il est député. Il fait de son statut de prépensionné un argument électoral. Il est député et il a la responsabilité d'un député.

**Une commission d'enquête parlementaire est-elle nécessaire?**

C'est l'affaire du Parlement.

**Mais on est dans une opération transparence: autant y aller jusqu'au bout.**

On est dans une opération transparence, le gouvernement ne va pas intervenir là-de-

dans. C'est l'opportunité dans le jeu de massacre qu'on voit aujourd'hui, cela va encore accentuer les choses. Si le Parlement considère que c'est une bonne chose, il dit oui, sinon il refusera.

**Le PS est-il forcé à ce nettoyage par la poussée du PTB?**

Non. Il faut arrêter avec cela. Je l'ai dit: les socialistes doivent, encore plus que les autres, être irréprochables, plus que les autres car quand on a une vision de la société juste, égalitaire, transparente et légale, on doit être au-dessus de tout soupçon.

**Est-ce que le Liégeois que vous êtes se sent**

**aujourd'hui assiégé?**

Non. Le conseil provincial a supprimé les comités de secteur. Le PS a pris un certain nombre de mesures et des règles sur le cumul des mandats.

**Vous avez recadré Laurette Onkelinx qui s'en prenait à Stéphane Moreau.**

Je n'ai recadré personne mais j'appelle chacun à la raison. Les travailleurs du groupe Nethys méritent le respect et ils sont gérés par des professionnels. C'est un message que je veux donner. Je n'ai pas le sentiment qu'on est assiégé même si les commentaires qui sont faits me peinent beaucoup.